

IV - PROBLEMES DE LA PROTECTION DES JARDINS HISTORIQUES.

A) - DANGERS QUI MENACENT L'INTEGRITE DES JARDINS HISTORIQUES.

Les problèmes qui concernent la protection de ce secteur particulier du patrimoine culturel et artistique que représentent les jardins historiques ont été, jusqu'ici, beaucoup moins examinés et étudiés que ceux des monuments, des centres historiques et d'autres biens culturels. Cette situation peut paraître étrange, car on sait combien ont été fréquents et pressants les appels et les campagnes de presse pour sensibiliser l'opinion publique et solliciter l'intervention des Autorités chargées de la sauvegarde des biens culturels, lorsque, par exemple, des parcs sont menacés de disparition pour faire place à des lotissements.

Il est vrai que, traitant les problèmes de la conservation des demeures et des châteaux historiques - cet immense patrimoine qui est un des principaux attraits du tourisme moderne et un des facteurs les plus significatifs dans la caractérisation des paysages humanisés -, on ne peut pas oublier de prendre en considération tout ce qui a trait à la conservation des jardins. Les résidences anciennes et leurs jardins sont inséparables, formant un véritable binôme où ils sont stricttment unis. Il est indispensable de souligner cette constatation fondamentale, qui ne devra jamais être éludée au cours d'une activité de sauvegarde et de restauration, car la perte de l'un des composants du binôme représenterait toujours un désastre irréparable et la survie d'un seul de ses éléments un sauvetage incomplet.

Il ne faut toutefois pas oublier, pour citer un exemple remarquable choisi parmi les plus positifs, ce qui a été réalisé en Angleterre pour

la sauvegarde des jardins historiques - dès les premières années qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale - avec la création du "National Garden Scheme" et les interventions si louables du "National Trust". Mais il est pourtant vrai, aussi, qu'à l'occasion d'importants colloques internationaux organisés par des institutions travaillant à la protection du patrimoine culturel, le sujet qui nous préoccupe aujourd'hui et fait l'objet de ce colloque a été insuffisamment traité. Même si ce thème appartient au domaine, de plus en plus vaste, des problèmes de la difficile survie du patrimoine historique face aux phénomènes de transformations, de plus en plus rapides et profondes, qu'entraînent les progrès de la civilisation, il faut reconnaître que ce sujet présente des aspects très particuliers et qu'il est donc urgent de lui prêter la plus grande attention

La différence essentielle qui distingue les jardins d'autres biens culturels/^{artistiques} ou historiques tient probablement au fait que le jardin est constitué surtout d'éléments naturels et, par conséquent, vivants. Il ne se pose donc pas seulement le problème de conserver une structure monumentale telle qu'elle fut tracée et qu'elle s'est stabilisée jusqu'à une certaine époque, car à cela se superpose le développement continu des végétaux que l'on doit garantir, pour des raisons de survie, tout en le réglant dans le temps, afin d'empêcher la dégénérescence progressive de la structure particulière que le créateur du jardin avait conçue dans son projet initial et que le jardin a conservée au cours des années. C'est cette structure particulière que le spécialiste aussi bien que le visiteur trouvent unique, spécifique et remarquable, et qui doit être admirée et protégée.

Conservation et développement doivent être conciliés, pour préserver les caractéristiques originelles de chaque jardin, tout en contrôlant et en guidant sa croissance graduelle dans le temps, qui doit être envisagée tant du point de vue de la structure architecturale que des espèces utilisées.

Pour que soit possible un entretien soigné et correct des jardins anciens, il est très important d'envisager les problèmes de leur conservation sous deux aspects essentiels, historique et végétal.

Tandis que, d'un côté, il faut étudier et organiser les travaux d'entretien de façon à préserver les caractéristiques stylistiques de chaque jardin, qui diffèrent selon les époques et les tendances des diverses écoles nationales, de l'autre côté il est tout aussi important que les particularités de la végétation et du décor soient protégées. Ainsi par exemple, un jardin renommé en raison de la présence de certaines essences, qui lui donnent son aspect et sa structure, doit continuer à être planté de ces espèces, grâce à des soins attentifs et à des remplacements judicieux.

Ces premières considérations générales, qui exposent les raisons qui rendent si délicats les problèmes de la conservation des jardins historiques, montrent déjà clairement comment les dangers qui menacent leur survie obligent à envisager cette question selon différents points de vue, car il faut tenir compte de la nature particulière de ce patrimoine. Ce sujet requiert, dans certains cas, des études très poussées menées par des personnes ayant une compétence spécifique de ces travaux, pour poser les bases d'une indispensable politique de sauvegarde.

Mais il existe aussi un autre facteur général dont il convient de se souvenir en procédant à l'examen des dangers qui compromettent la survie des jardins historiques, pour adapter les remèdes proposés aux cas qui se présentent. Il s'agit de la situation des jardins. On peut les rassembler dans les trois groupes suivants

- a)- jardins situés en zones de grande concentration urbaine
- b)- jardins situés dans la banlieue de grandes ou moyennes concentrations urbaines, sur le point d'être absorbés et de perdre ainsi les qualités de leur situation originelle, lorsqu'ils

se trouvaient encadrés par une nature essentiellement champêtre ;

- c)- jardins dont l'environnement garde encore ses caractéristiques premières, celles d'un paysage presque naturel, peu remanié par l'homme.

Selon leur situation dans l'un ou l'autre des groupes énumérés plus haut, les dangers auxquels est exposée l'intégrité du jardin seront plus ou moins graves. Ils seront toujours liés aux nombreux problèmes, de plus ou moins grande ampleur, qu'entraîne la conservation d'un secteur si délicat de notre héritage culturel.

Les raisons de la décadence des jardins historiques, les facteurs qui compromettent leur survie et les dangers qui les menacent peuvent être regroupés selon les catégories suivantes :

1. Causes économiques
2. Causes juridiques et fiscales
3. Causes liées aux problèmes de l'urbanisme et à des phénomènes sociaux
4. Causes techniques.

Il n'est pas question, dans ce rapport, de développer les deux premiers points, qui seront abordés dans d'autres communications. Il est cependant utile de rappeler que les frais d'entretien sont très élevés, étant donné la hausse vertigineuse du coût de la main-d'oeuvre. Ceci a obligé plusieurs propriétaires à abandonner leurs jardins anciens, surtout ceux de vastes dimensions et au riche décor, et à préférer à des demeures historiques monumentales des maisons de vacances de dimensions plus restreintes entourées d'un petit jardin, dont ils pouvaient prendre soin eux-mêmes. D'autre part, les charges fiscales, souvent absurdement onéreuses, atteignent dans certains cas une importance tout à fait injustifiée car la valeur économique de la propriété, lorsqu'il s'agit d'un jardin histo-

rique, est fortement grevée par la nécessité de respecter les servitudes de classement imposées, à juste titre d'ailleurs, par les administrations chargées de la protection des biens culturels.

Causes liées aux problèmes de l'urbanisme et à des phénomènes sociaux

L'avènement de la révolution industrielle et les phénomènes qu'elle a entraînés - c'est-à-dire l'augmentation de la population, l'urbanisation galopante, les changements dans le mode de vie, les rapports économiques et la structure sociale, les bouleversements occasionnés par l'essor de la motorisation, dont l'extension croissante du réseau routier - ont provoqué une crise qui remet en cause la structure entière du territoire, ainsi que des dégâts irréparables à de nombreux parcs et jardins historiques et cela risque de continuer.

Les villes, dont jadis l'expansion était lente, ont atteint progressivement des proportions toujours plus vastes, en envahissant la campagne environnante et en absorbant les agglomérations plus petites qui s'y trouvaient.

Les demeures historiques entourées de leurs parcs qui, autrefois, - sauf dans certains cas limités où elles ont été élevées à l'origine dans un centre urbain ancien - avaient été construites en pleine campagne ou à proximité d'une petite agglomération, ont été assiégées et englobées par les quartiers périphériques des villes et ont été souvent englouties et détruites. On pourrait citer, pour toutes les métropoles européennes, de nombreux exemples retentissants et la liste de ces jardins disparus serait certainement longue et pénible. Quand ils se retrouvent encerclés dans un cadre urbain, les jardins créés pour être entourés d'un paysage naturel perdent leur caractéristique fondamentale et l'équilibre du rapport entre l'architecture et l'espace environnant est brusquement rompu. Si ces jardins appartiennent encore à des propriétaires privés, le charme de la tranquillité et de l'isolement dont ils jouissaient

auparavant est complètement perdu. Les nouvelles possibilités offertes par la conception actuelle des vacances, qui présentent des intérêts plus diversifiés et variés avec toutes les facilités des moyens de transports modernes rapides, mettent à l'épreuve l'attachement des propriétaires à leurs domaines. Ils commencent parfois à considérer le maintien de ces traditions comme un poids insoutenable dont ils désirent se débarrasser.

Le morcellement des propriétés et la création de lotissements se trouvent ainsi favorisés : les zones vertes sont très appréciées pour entourer les nouveaux bâtiments résidentiels, la valeur du terrain augmente au fur et à mesure qu'augmentent le nombre et la qualité des demandes.

Le jardin vendu est envahi par un réseau de voies; de rares parterres et de misérables bouquets d'arbres sont conservés, plus pour contenter la soif de prestige social des nouveaux habitants que pour satisfaire leurs exigences de verdure. Un précieux patrimoine historique et naturel est ainsi perdu pour la collectivité, de façon irréparable.

Même dans les cas où la survivance d'un jardin historique est assurée par un changement de propriétaire (en général par le passage de la propriété privée à la propriété publique), le changement de fonctions de l'ensemble monumental auquel le jardin appartient peut entraîner l'édification de constructions nouvelles, en contraste absolu avec l'aspect du jardin, ou telles qu'elles empiètent sur son espace et compromettent ainsi son intégrité.

En d'autres occasions, assez souvent, ce sont de nouveaux plans d'aménagement du territoire qui menacent l'unité d'ensemble des jardins historiques. Tous les efforts possibles devraient être entrepris pour préférer aux exigences du trafic automobile et du développement urbain la conservation des zones vertes qui existent déjà. Mais, au contraire, il arrive souvent que les administrations publiques chargées d'étudier les

plans d'une ville et de tracer son réseau routier choisissent des parcours qui traversent des parcs. Cela a été l'occasion - pour ne citer qu'un exemple illustre - de la bataille soutenue par le "National Trust" pour s'opposer à la proposition du Ministère des Transports d'Angleterre, tendant à couper le parc de Saltram, dans le Devon, par une grande route nouvelle.

Causes techniques

On peut inclure dans ce paragraphe tous les problèmes, cités plus haut, qui concernent la conservation de l'intégrité des jardins historiques, sur le plan architectural et végétal.

Il faut, avant tout, se soucier des dangers du dépérissement qui peut être provoqué par deux causes :

1. Causes d'origine intrinsèque, comme l'abandon ou la vieillesse d'un jardin ou de certaines de ses essences ; la maladie qui frappe certaines espèces d'arbres, de haies, de parterres, de fleurs ; la dégradation et la carence d'entretien des parties décoratives et ornementales (pavillons, statues, terrasses, murs, éléments d'eau, etc.) ; le manque d'entretien des allées, le peu de soin apporté aux plantes et le non remplacement des plantes mortes ;
2. Causes d'origine extérieure comme - la première et la plus grave de toutes, quoique la plus récente - la pollution, soit de l'atmosphère, soit du terrain ou des nappes d'eau du sous-sol.

En outre, il faut mentionner le danger de voir les jardins historiques se dénaturer - non seulement pour les raisons très graves et profondes mentionnées plus haut, en relation avec les problèmes du développement urbain -, mais faute de recevoir de la part de spécialistes les soins spéciaux qui leur sont indispensables et qui sont différents pour chaque jardin, selon leurs caractéristiques spécifiques, historiques et végétales.

A ce point, on peut mentionner les déboisements exagérés ou les plantations trop touffues, lorsque l'on plante un trop grand nombre d'arbres qui risquent de s'étouffer, ou bien l'emploi d'essences peu appropriées.

Mais d'autres dangers encore menacent la survie des jardins historiques, peut-être moins directs et particuliers, mais tout aussi nuisibles : ceux qui naissent des facteurs psychologiques qui conditionnent les sentiments de l'opinion publique vis-à-vis de cette partie de notre patrimoine historique.

En effet, on n'a pas encore complètement dépassé la conception que les grands parcs privés anciens - puisqu'ils appartenaient à des époques de privilèges et de fastes ostentatoires - doivent être considérés comme un luxe inadmissible, une richesse sur laquelle doivent peser de lourds impôts.

L'idée que ces jardins représentent, de toute façon, un important patrimoine pour la collectivité, une réserve exceptionnelle de verdure pour un futur réservant des conditions d'habitat de moins en moins agréables, ne s'est pas encore assez répandue. On oublie que leur sauvegarde est d'autant plus nécessaire que, si d'un côté la destruction des jardins est très facile, - il suffit de penser aux cas d'empoisonnement frauduleux des plantes, afin d'utiliser l'espace qu'elles occupaient pour y construire ainsi que cela a eu lieu encore récemment dans la banlieue de Rome -, de l'autre la réalisation ou la restauration d'un jardin présente des aspects extrêmement complexes. Il faut, pour les aménager, et surtout pour pouvoir en jouir, beaucoup plus de temps qu'il n'est nécessaire pour un bâtiment, un temps si long qu'il excède de toute façon la vie d'une génération.

Il est alors indispensable de multiplier les efforts pour contribuer à faire connaître et à faire aimer les jardins historiques par la population, qui se rendra compte de leur exceptionnelle valeur. Pour cela, il faut favoriser les possibilités de visiter les jardins historiques, publics et privés, et souligner leur fonction et leur intérêt pour la collectivité.

D'autre part, la politique de sauvegarde directe des jardins obtiendra des résultats concrets et satisfaisants dans la mesure où elle remplacera - ou du moins ajoutera - aux mesures négatives (même si elles découlent d'une mesure de classement) des mesures positives dont le but sera de faciliter moyennant une aide directe l'entretien des parcs privés et d'intervenir, partout où il sera souhaitable et nécessaire, pour acquérir au domaine public des jardins historiques, ce qui, au moins, rendra définitivement impossible leur aliénation.

27 Août 1971

Pier Fausto BAGATTI VALSECCHI
Italie

DISCUSSION APRES LE RAPPORT DE MONSIEUR BAGATTI VALSECCHI

En réponse à plusieurs questions, Monsieur Bagatti Valsecchi tient à préciser que les jardins privés ne sont pas toujours les plus menacés, mais bien ceux qui appartiennent à l'administration ou aux municipalités. Il faut mentionner le cas des jardins de la Villa Doria Pamphili à Rome, qui ont été vendus par les héritiers pour régler les droits de succession. Ce grand parc, orné de statues et de fabriques, a été ouvert au public ; son entretien et sa surveillance étant un peu négligés, quelques dégâts ont été occasionnés par l'affluence des visiteurs.

Dans le nord de l'Italie, l'extension des villes compromet la conservation des jardins, menacés d'abandon ou de lotissement : cas de certaines villas de la Vénétie, du Parc de Monza près de Milan, de la Villa Titoni.

Autour de Rome, près de 30 villas et leurs jardins ont disparu depuis 1870. Le quartier qui a été construit autour de la Via Veneto par exemple, s'élève à l'emplacement du parc Boncompagni-Ludovisi.

A Naples, beaucoup de parcs ont disparu du fait de la spéculation immobilière. Le parc du Palais Royal de Caserte, ouvert au public, est très mal entretenu et on a laissé disparaître les grandes allées de platanes qui rayonnaient de Caserte vers Naples et d'autres localités voisines. La situation est aussi très grave pour les villas siciliennes, précieux patrimoine qui est laissé à l'abandon.

Sur une suggestion de Monsieur Péchère, plusieurs participants exposent les problèmes et les dangers qui compromettent la conservation des jardins historiques dans leur pays.

FRANCE

Monsieur Trouvelot mentionne

- les lotissements aux abords des villes, qui entraînent la disparition de châteaux et de parcs anciens (lotissement du parc de Brévannes, menaces sur le domaine de Grosbois) :

- la construction d'autoroutes et d'autres grandes voies de circulation (le parc de Saint-Cloud est coupé en deux par une autoroute, la forêt de Meudon).

Monsieur Millet pense qu'il existe des moyens d'éviter que des réalisations aussi regrettables ne se reproduisent, dans la mesure où les contacts nécessaires seront établis entre les responsables de l'implantation des routes et les responsables de la conservation des monuments et des sites, dès le stade de l'élaboration des projets de voies nouvelles. Pour les lotissements, le problème est plus difficile, car, dans ce domaine, les municipalités sont maîtresses de leur décision. Il n'est possible d'intervenir que lorsque l'édifice et le jardin menacés sont protégés au titre de la loi sur les monuments et les sites historiques. Monsieur Millet suggère qu'un certain nombre de parcs et de jardins pourraient être rapidement inscrits à l'inventaire des monuments et des sites, par le Ministère des Affaires Culturelles ou par le Ministère de l'Environnement, selon les cas.

Monsieur Preschez indique que le classement parmi les monuments historiques est la procédure qui garantit le mieux la protection des jardins anciens, mais il est plus long à obtenir que l'inscription aux sites. L'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ne suffit pas à conjurer tous les dangers qui menacent les jardins historiques

ITALIE

Monsieur Baratti Valsecchi développera ce point dans son rapport, mais on peut déplorer dès maintenant que les jardins de Frascati aient été coupés par une route.

La loi de 1939 sur la protection des monuments et de la nature, précise Monsieur Porcinai, permettrait d'assurer la protection des jardins historiques, si l'Etat et les administrations publiques respectaient ses dispositions. Tout repose, en fait, sur la sensibilité personnelle à ces problèmes des fonctionnaires responsables de l'application de la loi.

PAYS-BAS

Les lois sur la protection des monuments ne s'appliquent, à l'heure actuelle, qu'aux bâtiments et non aux parcs et aux sites, indique Monsieur Van der Wyck. Les jardins anciens des Pays-Bas, dont on ne connaît pas le chiffre exact (autour de 300 ?), sont menacés, souvent par des projets de route, et il est donc urgent de les répertorier. Les problèmes fiscaux posés aux propriétaires sont, d'autre part, importants.

ROYAUME-UNI

Monsieur Fricker rappelle que l'on pensait jusqu'ici que les biens confiés au "National Trust" - organisation privée, très puissante - étaient inaliénables et très bien protégés. Pourtant, dans le sud du Devon, un jardin confié au "National Trust" a été coupé en deux pour donner passage à une route. Dans cette même région, le Parc de Killerton sera dominé par une route nouvelle. Le nouveau Ministère de l'Environnement est responsable de la protection des monuments et des sites historiques, mais pas des jardins. Les groupes de pression pour la conservation de la nature sont très forts, en Angleterre, à l'heure actuelle, et leur action pourrait être efficace pour la protection des jardins anciens.

SUEDE

Monsieur Strandberg indique que peu de dangers menacent les jardins historiques en Suède, étant donné qu'il s'agit le plus souvent de propriétés de la Couronne, de l'Etat ou de grands domaines privés. Par contre, leur entretien pose de réels problèmes financiers.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Deux lois, précise Madame Baseova, permettent d'assurer la protection des jardins historiques : la loi sur les monuments historiques et la loi sur la protection de la nature. Des autorisations doivent être sollicitées auprès des autorités responsables pour obtenir l'autorisation de percer des routes au travers de jardins protégés.

U.R.S.S.

Le plus grave problème, à l'heure actuelle, réside dans les conséquences de la fréquentation de masse, mentionne Madame Micoulina.

CRITERES DE CLASSEMENT DES JARDINS

Monsieur Péchère conclut que, devant cet impressionnant énoncé des dangers qui menacent les jardins historiques, il devient très urgent de disposer d'un inventaire, qui permettra de veiller à leur protection. Il faut donc définir les critères auxquels devront répondre les jardins à inscrire sur cet inventaire et revoir les listes provisoires établies par la Section historique de l'IFLA, en collaboration avec les Comités nationaux de l'ICOMOS. Les jardins qui figureront sur l'inventaire définitif seront considérés comme devant être conservés à tout prix.

Monsieur Trouvelot souligne que, dans cet inventaire, devraient

figurer :

- de grands jardins de palais et de châteaux : Versailles, Vaux-le-Vicomte,
- des jardins d'étendue plus réduite, de ville ou de châteaux : Jardin de l'Hôtel Pompadour à Fontainebleau.

Les jardins situés dans les villes ou à leur périphérie sont les plus menacés.

Il est indispensable, ajoute Monsieur Millet, que les jardins soient inscrits et portés sur les plans d'urbanisme, pour que l'on en tienne compte lors de l'élaboration des plans d'aménagement.

La définition du jardin historique doit tenir compte des rapports qui existent entre les différents éléments qui le composent, estime Madame Baseova : la nature, l'architecture et la sculpture.

En Tchécoslovaquie, a été établie pour chaque district une liste des jardins anciens, de grand intérêt ou d'importance secondaire. Dans ces listes, sont indiquées les limites précises de chaque jardin, éléments inaliénables qui doivent être respectés selon les termes de la loi 22. La loi 40, qui traite de la protection des sites naturels, permet de protéger certains parcs des XVIIIème et XIXème siècles, étant donné leur intérêt dendrologique.

Pour classer et inventorier les jardins historiques qui ont été portés sur ces listes, des critères ont été fixés qui se fondent sur l'importance que le jardin considéré revêt :

- pour l'environnement : rapports du jardin avec un monument, avec le paysage urbain ou naturel ;
- pour l'homme : rôle du jardin dans la ville, facteur de détente, élément dans la lutte contre la pollution.

Ils prennent aussi en considération l'intérêt historique, la composition et la valeur actuelle du jardin. (Cf. Liste complète en annexe au rapport de Madame Baseova).

Monsieur de Amodio souligne l'intérêt du travail préliminaire déjà accompli pour constituer les listes provisoires qui ont été distribuées aux participants. Il souhaite qu'une harmonisation de ces listes puisse être réalisée, pour les rendre comparables, surtout en ce qui concerne les jugements portés sur l'intérêt et la valeur des jardins.

Quatre critères principaux devraient être retenus, pense Monsieur Feray : valeur historique, valeur artistique, valeur botanique et agrément.

Il serait souhaitable, suggère Monsieur Preschez, que l'on mentionne dans cet inventaire les mesures de protection éventuelles dont bénéficient certains jardins et que l'on indique, en particulier pour les pays de l'Est de l'Europe, quelle est leur affectation.

Monsieur Péchère propose que les listes provisoires soient revues et soumises à un examen systématique sous la responsabilité du président de chaque Comité National de l'ICOMOS, assisté d'un groupe de travail constitué à cet effet. Il serait ensuite possible de demander la protection, intégrale et efficace, des jardins jugés les plus importants (+++)

DISCUSSION ON Mr. BAGATTI VALSECCHI'S REPORT

In reply to various questions, Mr. Bagatti Valsecchi made a point of saying that the gardens most seriously imperilled were not necessarily the privately owned ones ; they were often those belonging to the administration or the municipality. Mention must be made of the case of the gardens of the Villa Doria Pamphili in Rome, which had been sold by the owner's heirs in order to pay death duties. They were vast grounds, with ornamental statues and outworks, which had now been thrown open to the public ; upkeep and superintendence had been somewhat inadequate and with so many visitors some damage had occurred.

In the north of Italy towns were developing to the detriment of gardens, which were threatened with complete neglect, or else conversion into housing estates. This had happened to the grounds of several villas in Venezia, the Parco di Monza near Milan and the Villa Titoni.

In the area around Rome nearly thirty villas had disappeared since 1870. The district which had grown up around the Via Veneto, for example, stood on the site of the Boncompagni-Ludovisi Gardens.

In Naples, speculative building had swallowed up a large number of big private grounds. The grounds of the Royal Palace at Caserta, which were open to the public, were very poorly kept up, and the great avenues of plane trees which used to radiate outwards towards Naples and other neighbouring localities had been allowed to disappear. The position of the villas of Sicily was also very serious ; these were a precious heritage which was being left to decay.

At Mr. Péchère's suggestion, several of the participants gave an

account of the problems preventing satisfactory conservation of their countries' ancient gardens and the dangers by which these were threatened.

FRANCE

Mr. Trouvalot mentioned two problems, i.e.

- i)- The use of land for housing estates in the immediate suburbs of towns, involving the disappearance of ancient residences with their grounds (Parc de Brévannes already built on ; Grosbois estate threatened).
- ii)- Building of motorways and other main thoroughfares (motorway running through the Parc de St.-Cloud ; Forest of Meudon).

Mr. Millet felt that it was possible to obviate a repetition of errors as regrettable as these last two provided the necessary contacts between the highway authorities and those in charge of the conservation of monuments and sites were established at the initial planning stage. In the case of housing estates the problem was more difficult, because here the municipalities were free to make their own decisions ; intervention was possible only where the building and grounds imperilled were protected under legislation covering historical monuments and sites. A certain number of gardens or grounds could, Mr. Millet suggested, be rapidly entered in the inventory of monuments and sites, either by the Ministry of Cultural Affairs or by the Ministry of the Environment, as the case might be.

Mr. Preschez pointed out that the best way of making certain an ancient garden would be protected was to have it scheduled as a historical monument, but that this procedure took longer than having it merely scheduled as a site. The entry of a historic garden in the supplementary inventory of historical monuments was not sufficient to dispel all the dangers threatening it.

ITALY

Mr. Bagatti Alsecchi said he would be dealing at greater length with this point in his report ; however he wished to stress here and now how regrettable it was that the Frascati gardens should have had a road cut through them

Mr. Porcina explained that the law of 1939 on the protection of monuments and of nature would, if properly complied with by the State and the public administrations, suffice to protect historic gardens. Everything in fact depended on the personal attitude to these problems of the civil servants responsible for seeing that the law was implemented

NETHERLANDS

Mr. Van der Wyck explained that the laws covering the protection of monuments were at present applicable to buildings alone, and not to their sites or grounds. The ancient gardens of the Netherlands - the precise number of which was unknown, but might be round about 800 - were all imperilled, largely because of highway programmes, and an inventory of them was therefore urgently required. Another difficulty lay in the serious tax problems by which their owners were faced.

UNITED KINGDOM

Mr. Fricker reminded the meeting that property made over to that very powerful body, the National Trust, had so far been imagined to be inalienable and excellently protected. Yet in South Devon a garden given to the Trust had now been cut in two by a highroad, and Killerton Park, in the same part of the country, was to have a new main road running above it. The new Department of the Environment was responsible for the protection of historical monuments and sites, but not of gardens.

Pressure groups for the conservation of nature were very strong in England at the present time, and might be able to take effective action for the protection of ancient gardens.

SWEDEN

Mr. Strandberg explained that the historic gardens of Sweden were not in much danger, since in most cases they were either Crown or State property, or else belonged to big private estates. However, their upkeep raised considerable financial problems.

CZECHOSLOVAKIA

Mrs. Baseova told the meeting that there were two laws providing for the protection of historic gardens in Czechoslovakia, one of them being the law covering historical monuments and the other the one on the protection of nature. Where it was desired to cut a road through a scheduled garden application for permission must be made to the appropriate authorities.

USSR

Mrs. Micouline mentioned that the most serious problem at the present time lay in the consequences of mass use of the gardens.

CRITERIA FOR CLASSIFYING GARDENS

Mr. Péchère drew the conclusion that in view of this impressive list of dangers by which ancient gardens were threatened there was an increasingly urgent need for an inventory which would provide a means

of seeing them protected. The criteria for inclusion in such an inventory must therefore be determined and there must be re-examination of the lists drawn up by the Historical Section of IFLA in cooperation with the National Committee of ICOMOS. Preservation of the gardens included in the final inventory would be considered as an absolute duty whatever the cost involved.

Mr. Trouvelot stressed that the inventory in question should contain

- a)- The big palace and château gardens such as Versailles and Vaux-le-Vicomte ;
- b)- The smaller gardens belonging to towns or to big residences, such as the garden of the Hôtel Pompadour in Fontainebleau.

It was the gardens located inside the towns or on their outskirts which were in the worst danger.

Mr. Millet added that it was essential for gardens to be shown and mentioned by name on maps of towns so that due allowance was made for their existence when development schemes were worked out.

Mrs. Baseova here expressed the opinion that the definition of a "historic garden" must specifically cover the relationship between the different elements of which a garden was composed, i.e. planting, architecture and sculpture. In Czechoslovakia lists had been drawn up covering the ancient gardens of major and of secondary interest in each district. For each garden listed the precise boundaries had been given these were unalterable and inalienable under the provisions of Statute N° 22. Certain park gardens of the 18th and 19th centuries which were of particular value for their trees could be protected under Statute 40, which provided for the protection of natural sites.

The criteria adopted for the classification and inventorying of

the historic gardens included in these lists were based on their importance

- a)- for their surroundings (i.e. in relation to a monument, a townscape or a landscape) ;
- b)- for the population (i.e. as an essential part of the town, for rest and relaxation and as an aid in combating pollution).

Other criteria were the garden's historical interest, its design and its present-day condition (See complete list appended to Mrs. Baseova's report).

Mr. de Amodio pointed out that the preliminary work of drawing up the provisional lists given out to the participants had been extremely worthwhile. He expressed the hope that all these lists could be given a standard form for purposes of ready comparison, particularly of the assessments of the degree of interest attaching to the gardens listed.

Mr. Feray was of the opinion that for purposes of assessment there were four criteria which should be adopted, namely, historical, artistic and botanical value and pleasurebleness.

Mr. Preschez suggested that it would be well to mention in the inventory the protective measures to which recourse might be had in the case of certain gardens, and to state - particularly with regard to the gardens of Eastern Europe - what each was now being used for.

Mr. Pêchère proposed that the provisional lists should be reviewed and submitted to systematic examination by a specially-appointed working party in each country, under the responsibility of the Chairman of the National Committee. It would then be possible to request complete and effective protection for those gardens finally considered to be the most important.